



Paris, le 01 juin 2010

Communiqué

Martine Aubry, Première Secrétaire du Parti socialiste
Bruno Julliard, secrétaire national à l'Education

Suppression de postes dans l'éducation nationale : un gouvernement cynique et brutal

Le Parti socialiste dénonce avec la plus grande vigueur les pistes envisagées par le gouvernement pour supprimer de nouveaux postes de fonctionnaires de l'éducation nationale.

Les documents communiqués aux inspecteurs d'académie par le ministère font craindre une dégradation sans précédent des conditions d'études de nos enfants et en particulier des plus fragiles d'entre eux. Rarement la chasse aux économies aura fait aussi peu de cas de l'intérêt des élèves et de toute réflexion sur les finalités de l'école.

Augmentation des effectifs de classes déjà surchargées ; diminution de la scolarisation des enfants âgés de deux ans en maternelle, alors que l'on sait que cette scolarisation est l'un des principaux leviers de la réduction des inégalités scolaires ; précarisation assumée des personnels remplaçants au moment même où de nombreux parents, en Seine-Saint-Denis notamment, se mobilisent contre les défaillances des remplacement effectués par des étudiants non formés ; et surtout, suppression totale des Rased, ces enseignants spécialisés dans la lutte contre l'échec scolaire : à qui le gouvernement veut-il faire croire que ces mesures seront sans conséquences sur « les performances globales du système éducatif » ?

Le Parti socialiste rappelle que ces « performances globales » ont déjà été sérieusement entamées par la suppression de 40 000 postes depuis 2008 et l'anéantissement de la formation professionnelle des enseignants. Comme la cour des comptes vient de le souligner, notre pays est d'ores et déjà incapable de traiter la question des difficultés et de l'échec scolaire. Le ministre prouve une fois de plus que la réussite de tous n'est pas la priorité de son gouvernement.

Le parti socialiste estime que la France mérite une éducation de qualité et appelle à l'élaboration d'un nouveau pacte éducatif avec la nation. Il demande au gouvernement de renoncer enfin à sa politique de casse systématique de l'éducation nationale et au dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.